

Édito

Un nouvel envol pour Notre-Dame-des-Landes ?

Il fallait trancher le nœud gordien et le gouvernement l'a fait. Après bien des tergiversations, une solution a été proposée : augmenter la taille de l'aéroport de Nantes existant et abandonner le chantier de Notre-Dame-des-Landes.

Les temps changent. Les aéroports, jadis gage de modernité, sont aujourd'hui remis en cause. Les aménagements aéroportuaires, vendus par certains politiques comme source de croissance économique, sont de plus en plus perçus comme de « grands projets inutiles et imposés ». Les subventions aux transports aériens empêchent le développement de mobilités plus respectueuses de l'environnement. Les zones humides ne sont pas des réserves de terres disponibles mais un patrimoine commun. Cet abandon marque aussi la fin d'une certaine forme d'aménagement du territoire. À l'époque de la démocratie « participative » ou « liquide », il est désormais difficile de réaliser un équipement sans inclure massivement les populations concernées. Une consultation sanctionnée par un résultat positif à quelques points de pourcentages n'épuise pas un débat. La valeur d'une démocratie s'éprouve dans la recherche permanente du plus fort consensus. Notre-Dame-des-Landes sera le Larzac de la génération des *millennials*. Le lieu deviendra un symbole pour les néoruraux qui cherchent à inventer un nouveau rapport à la campagne et à l'agriculture. Les pouvoirs publics s'honoreraient d'ailleurs à trouver une issue aussi heureuse que pour le Larzac. L'ombre de Rémi Fraisse plane et l'État ne peut que se grandir en respectant sa jeunesse, surtout lorsqu'elle s'engage. On peut – et certains ne s'en privent pas – caricaturer l'utopisme bucolique des zadistes. Néanmoins, leur combat nous rappelle que la paysannerie, c'est avant tout une activité qui a pour but d'occuper et de faire vivre un pays. Plus qu'à manger, elle lui donne un sens. Ce qui se passe à Nantes est crucial. En dehors de l'agrobusiness, des usines à vaches et des établissements agricoles qui ne s'insèrent que très secondairement dans la vie des communautés rurales, quel avenir voulons-nous pour nos campagnes ?

ANTHONY FAVIER

#UnePlaceSurCetteTerre (suite)

Depuis quelques jours, les appels en faveur de l'accueil des étrangers fleurissent, y compris émanant de proches du président Macron. Ses différents propos et la politique menée par le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb sont mal ressentis non seulement par les différentes associations et ONG qui viennent en aide aux migrants, mais aussi par une partie de ses soutiens dont la sensibilité est plutôt à gauche. Le gouvernement prétend que la loi qui sera présentée au printemps est équilibrée et qu'elle promeut un meilleur accueil des demandeurs d'asile contre une plus grande rigueur à l'égard des migrants économiques entrés sans droit sur le territoire. C'est déjà au nom de cette distinction que la circulaire du ministre de l'Intérieur veut recenser les personnes accueillies dans les centres d'hébergement d'urgence. De leur côté, les associations refusent de faire cette différence, au nom du principe d'humanité. Bien sûr, les associations ont raison ; le principe d'humanité est précieux entre tous et, devant un homme, une femme ou un enfant en détresse, affamé, malade, livré au froid, il ne peut y avoir de finesse politique. Pour autant, on ne peut négliger ce qui n'est pas dit par le gouvernement mais qui est la raison profonde de son attitude, comme elle fut celle du

L'urgence, aussi grande que de donner un toit et du pain, c'est de changer notre regard, et c'est ce que nous demandons ici aux responsables politiques de notre pays.

précédent. Eh oui, il faut en revenir à l'état de l'opinion publique. Sur ce sujet, les chiffres sont têtus, les Français et les Françaises ne veulent pas d'immigration. Au vu du sondage le plus récent (Elabe pour BFMTV en date du jeudi 18 janvier), le refus d'accueil reste très majoritaire quelles que soient les opinions politiques, même si les gens qui se situent à gauche sont un peu moins fermés que ceux qui se reconnaissent à droite. Mais d'autres faits sont avérés : dans tous les cas où des personnes migrantes ont été installées dans un village ou un quartier, l'annonce de leur venue a soulevé la colère des voisins ou riverains et, dans tous les cas, la grande majorité de la population locale s'est mobilisée pour venir en aide aux arrivants. Les belles histoires sont pléthore. Elles montrent que la peur est abstraite et l'hospitalité concrète. L'expérience de la place

Maximilien de Bruxelles (voir p.2) le montre. Quand les gens ne sont plus des chiffres ou des dossiers mais ont un visage et une histoire, tout change.

C'est pourquoi l'urgence, aussi grande que de donner un toit et du pain, c'est de changer notre regard, et c'est ce que nous demandons ici aux responsables politiques de notre pays et en tout premier lieu au président de la République, Emmanuel Macron. La politique, c'est aussi une parole qui change le monde et les cœurs ; l'une des beautés, des grandeurs et aussi des grandes responsabilités de la politique, c'est qu'elle peut permettre à la parole de devenir une action.

Monsieur le Président, vous pouvez faire pencher la balance vers l'accueil au lieu de la faire pencher vers la défiance et le refus. Ne vous laissez pas impressionner par l'opinion publique. Vous avez déclaré que la rue ne faisait pas la loi. La peur non plus ne doit pas être gagnante. Il y a soixante-seize ans paraissait le premier *Cahier du Témoignage chrétien*, titré « France, prends garde de perdre ton âme », qui se dressait contre la politique de collaboration avec le régime nazi et les lois antijuives. Il est tout à fait certain que, si l'on avait fait un sondage à l'époque, l'appel à la résistance au nazisme aurait été massivement minoritaire ; et les lois antijuives n'ont créé aucun remous.

Monsieur le Président, vous avez de grandes responsabilités, dont celles de la paix civile et de la cohésion nationale, mais aussi celle de l'honneur de la France, ce que le premier *Cahier du Témoignage chrétien* appelait « l'âme de la France ». Vous ne pouvez pas accepter que l'inhumanité soit le mode de traitement de la question des migrants parce que cette inhumanité ne frappe pas seulement ceux qui la subissent mais aussi ceux qui l'exercent ou la permettent. La question est difficile, nous en sommes bien conscients.e.s, mais nous savons, vous savez aussi, que vouloir bloquer les flux, dresser des murs, est une impasse. Nul n'y réussit, la détresse de ceux et celles qui arrivent est trop grande ; ce qu'ils et elles ont supporté avant de franchir nos frontières est si terrible que nos tracasseries administratives ou policières ne font qu'ajouter le malheur au malheur sans être dissuasives.

Monsieur le Président, la voix de la France compte et vous la portez. Contre les peurs et les repliements, vous devez affirmer que « tout le monde a une place sur cette Terre » et mettre en œuvre des politiques d'accueil généreuses et des alternatives empreintes d'humanité.

CHRISTINE PEDOTTI

Démographie, pas de panique !

Baisse de la natalité, augmentation des décès, y a-t-il lieu de s'inquiéter pour la population française ? Non, répond Laurent Toulemon*, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

D'après l'Insee, en 2017 la population a faiblement augmenté. Dans quelles proportions ?

La France compte 67,18 millions de résidents, en augmentation de 233 000 personnes. La croissance de population s'explique par le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, et le solde migratoire, qui est stable. On observe une baisse importante du solde naturel à 164 000, alors qu'en 2006-2007, on était autour de 300 000. Cela vient de l'augmentation des décès. On est passé de 530 000 décès par an en 2007 à 600 000, soit 70 000 décès supplémentaires.

Comment expliquer cette importante augmentation des décès ?

C'est structurel : la génération du baby-boom commence à mourir. Il y a aussi un rattrapage démographique qui est une conséquence de la Première Guerre mondiale. En fait, le nombre des décès était relativement faible ces dernières années à cause du déficit des naissances après la Grande Guerre. Tous ceux qui ne sont pas nés, parce que trop d'hommes en âge de fonder des familles ont péri pendant ce conflit, ne sont évidemment pas morts dans les années 2000-2010. Nous sommes en train de rattraper ce relatif « trou » démographique. Une autre explication est le ralentissement des progrès de la lutte contre la mort ; il est visible, mais difficile à analyser ; l'espérance de vie continue à croître, mais plus lentement. On est en présence d'une vague de fond, il va y avoir de plus en plus de décès dans les prochaines années. Cela va se stabiliser aux alentours de 750 000 décès par an vers 2050.

Du côté des naissances, c'est au contraire en baisse.

Le nombre de naissances baisse depuis 2010 et le mouvement est particulièrement brutal depuis trois ans : 819 000 naissances en 2014 et 767 000 en 2017. Mais cette baisse doit être relativisée, car jusqu'en 2014 le niveau était très élevé, avec plus de 2 enfants par femme. On est aujourd'hui à 1,9. Avec cette baisse de 5 % de l'indice conjoncturel de fécondité, on revient au niveau des années 1975, après le baby-boom. Dans les pays de l'OCDE, avec la crise économique de 2008, la fécondité a baissé. Nous ne faisons que les rattraper.

Les politiques familiales sont-elles en cause ?

Le fait que les familles aisées reçoivent moins d'aides familiales ne modifie pas la natalité. Ce

ne sont pas les plus riches qui ont le plus d'enfants. Et, d'ailleurs, ils bénéficient plus que les autres de l'importante redistribution fiscale. La baisse de la natalité ne s'explique pas ainsi, n'en déplaie aux associations familiales. Les politiques familiales ont été réorientées vers les familles pauvres et les familles monoparentales, avec pour objectif l'égalité hommes-femmes.

Cette baisse de la démographie aura-t-elle des conséquences pour l'avenir ?

L'hypothèse est que l'augmentation des décès, qui est le principal mouvement de la démographie, va se stabiliser vers 2050 et que le niveau des naissances va rester constant. Le solde naturel va donc diminuer et s'accompagner d'un vieillissement de la population. Mais un équilibre va se créer, la population va un peu augmenter, un peu vieillir. La France ressemblera à ses voisins européens.

L'idée que la France devrait l'augmentation de sa population principalement aux immigrés est fausse, pourquoi ?

Il suffit de regarder les chiffres, le solde naturel est de 164 000 et le solde migratoire est de 69 000, il participe donc moins à l'augmentation de la population française que le solde naturel. S'il n'y avait pas l'apport des immigrants, la population serait, à long terme, en légère décroissance. L'apport de l'immigration est cependant non négligeable ; 15 % des enfants qui naissent en France ont deux parents émigrés. Mais la France est un vieux pays d'immigration, qui a la capacité d'absorber cet apport.

Propos recueillis par
GUILLAUME DE MORANT.

*Auteur – avec Gilles Pison – d'une étude intitulée « Le nombre de décès va augmenter en France dans les prochaines années », parue en mai 2016 dans la revue *Population et Sociétés*.

Trois femmes puissantes

À l'heure où des femmes remettent en cause un patriarcat opprimant, trois grands films retracent la destinée hors normes de trois d'entre elles, Marie Curie, Marguerite Duras et Katharine Graham, qui dirigea le *Washington Post*. « *Madame Curie est la seule scientifique connue que la célébrité n'a pas corrompue* », disait Albert Einstein. Le film de Marie Noëlle, sobrement intitulé *Marie Curie*, explore les années les plus mouvementées de sa vie, entre 1905 et 1911, entre deux prix Nobel, quand elle doit s'affirmer toute seule après la mort accidentelle de son mari tant aimé. « *L'histoire de Marie Curie correspond typiquement à ce que vivent toutes les femmes qui font carrière dans des secteurs traditionnellement masculins* », affirme la cinéaste, qui a confié le rôle de Marie, née à Varsovie, à l'actrice polonaise Karolina Gruska.

Avant l'affaire du Watergate, il y a eu celle du rapport McNamara, que relate brillamment Steven Spielberg dans *Pentagon Papers*. Au début des années 1970, alors que la guerre du Vietnam fait rage, un rapport classé secret-Défense commence à être divulgué. Il analyse l'engagement des États-Unis au Vietnam et explique que l'Amérique ne peut pas gagner cette guerre. Après que le *New York Times* et *Time* ont été empêchés par l'administration Nixon de publier des extraits du rapport, un journal local, le *Washington Post*, prend le relais grâce à sa courageuse directrice, Katharine Graham (Meryl Streep, magnifique).

Enfin, dernier portrait de femme, celui de Marguerite Duras (émouvante Mélanie Thierry), jeune épouse de l'écrivain Robert Antelme, figure de la Résistance. Lorsqu'il est arrêté en juin 1944, elle entre en contact avec un agent de la Gestapo pour tenter de connaître le sort réservé à son mari. Marguerite Duras a raconté cela dans *La Douleur*, livre qu'Emmanuel Finkiel adapte magistralement en captant la vie d'un petit groupe de bourgeois et intellectuels résistants... Duras, Marie Curie, Katharine Graham, trois destinées exceptionnelles qui revivent avec bonheur sur le grand écran.

FRANÇOIS QUENIN

Marie Curie, de Marie Noëlle, 1 h 40,
Pentagon Papers, de Steven Spielberg, 1 h 56,
La Douleur, d'Emmanuel Finkiel, 2 h 06,
en salle.

Retrouvez chaque jour
Témoignage chrétien sur Internet
www.temoignagechretien.fr
Et réagissez !

L'hospitalité comme action politique (II)

L'emblème du mouvement « Plateforme citoyenne » parle de lui-même. Le cœur sur la main et le poing levé, les Bruxellois.e.s sont en train de démontrer avec brio que, oui, on peut et on doit faire quelque chose. Mieux, ils nous disent quoi.

Que faire? Les migrations forcées nous imposeront longtemps encore cette question. Diminuer les différentiels économiques et démocratiques entre régions de la planète, oui; mais maintenant, et ici? Réponse générale: des murs. Et les désastres qui s'ensuivent – en Méditerranée, à Calais, dans les quartiers où s'accumulent les sans-papiers – renforcent la logique de peur, d'hostilité et de clôture qui les a elle-même produits: cercle vicieux.

Mais cette politique insensée – car, accueillis ou refusés, les migrants viendront – peut susciter des réactions capables de l'interrompre: c'est ce qui s'amorce peut-être à Bruxelles. L'abandon à ciel ouvert et la persécution de migrants – dont chacun sait maintenant quels enfers ils ont quittés ou traversés – et une culture d'auto-organisation de la société civile très forte – au cœur d'une capitale et d'un pays où les distances sont très courtes et les réseaux sociaux très présents – ont suscité une réponse originale, autre que les murs, que les plans de développement à long terme, et même que l'action des associations spécialisées. Pour refuser l'inhumain, aller à l'immédiat, au basique, au charnel, au simplissime, au très limité: l'hospitalité élémentaire, dont chacun est capable, chez soi, dès ce soir. Sans affiliation à quoi que ce soit, sans démarche autre qu'un regard sur Facebook, sans aucun engagement pour plus tard, donner pour une nuit un toit, un repas, une douche, un lit ou un canapé à un inconnu en détresse. Rien de plus. À première vue, c'est infrapolitique: du caritatif individuel à court terme. Pire: cela rend au gouvernement belge le service de faire à sa place ce qu'il doit faire et refuse de faire. Et des impasses de cette action vont inévitablement se révéler. Mais s'il arrive à durer, ce mouvement, sans être en rien une « solution », contribuera à poser les bases, les conditions de possibilité, d'une politique migratoire moins insensée et moins injuste.

Car ce qui en fait une action *politique*, c'est d'abord son ampleur croissante: début septembre, quelques dizaines d'hébergés chaque nuit: 500 aujourd'hui. Plus de 30 000 acteurs – hébergeurs, chauffeurs, cuistots... – sur les pages Facebook qui sont l'outil de la plateforme. Quand on apprend que voisins, amis, collègues ont accueilli de ces inquiétants jeunes Africains ou Arabes, que c'est facile et gai, que les enfants des familles d'accueil

réclament le retour de ces nouveaux amis, aux personnalités souvent remarquables, alors l'accueil impossible devient une possibilité, réaliste et sensée parce qu'expérimentée; et chaque jour quelques-uns de plus « font le pas ».

Ainsi la peur et l'hostilité perdent leur monopole dans l'opinion et se déconstruit le fondement de la xénophobie *politique*: le recoupement entre la différence concitoyens/étrangers et la différence amis/ennemis. Devenus des invités, des visages, des histoires, des amis, les migrants ne sont plus dangers, ennemis, prédateurs, mais victimes, semblables en détresse. Le seul espoir de gérer à long terme les inévitables migrations est de les vivre dans la perspective d'une convivialité possible; l'expérience vécue de l'hospitalité donne crédit à cette perspective; c'est pourquoi elle constitue un facteur *politique* décisif.

Cette hospitalité est politique, aussi, parce qu'elle est le fait de citoyens quelconques: pas engagement particulier, mais citoyenneté ordinaire, vécue à domicile mais devenant active, et aussi collective. Échanges, rencontres et liens à l'occasion d'un transport, d'un relais pour l'hébergement: le réseau qui se tisse n'est pas une association, mais un *public citoyen actif*, qui redécouvre le bonheur d'agir, et d'agir ensemble et en public.

Cette citoyenneté née de la résistance à l'inhumain insupporte un pouvoir qui exploite la peur et l'hostilité, un parti et des ministres de l'Intérieur

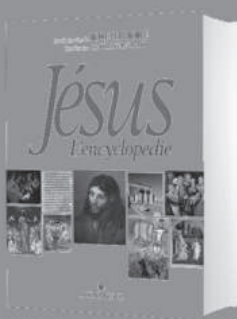


LE CŒUR SUR LA MAIN,
ET LE POING LEVÉ!

et de l'Asile (quelle ironie!) violemment xénophobes. Ils viennent d'annoncer un projet de loi autorisant les visites domiciliaires à la recherche des expulsables, et un surcroît de rafles au cœur du mouvement d'accueil, les alentours de la gare du Nord et du parc. En réponse, ce dimanche, à l'heure où hébergeurs et chauffeurs viennent chercher les invités de la nuit, s'y est formée une chaîne humaine de 2 000 personnes.

L'hospitalité, c'est une résistance; sur le logo du mouvement, le cœur sur la main, c'est aussi un poing levé.

GUILLAUME DE STEXHE



Recevez ou offrez un exemplaire dédié par Christine Pedotti

Jésus, l'encyclopédie, sous la direction de Joseph Doré, coordination Christine Pedotti, 850 pages, Albin Michel.

Une grande synthèse inédite des données établies (ou discutées) par la recherche historique et les regards croisés de philosophes, psychanalystes, écrivains et autres personnalités chrétiennes, juives, musulmanes, athées et agnostiques.

PRÉNOM(S) ET NOM(S) DU/DES DESTINATAIRES DE LA DÉDICACE

Attention, derniers jours pour profiter du prix de lancement de 49 euros.
Dès le 31 janvier, Jésus, l'encyclopédie coûtera 59 euros.

Nom	
Prénom	
Adresse	
Code postal	
Ville	
Téléphone	
Courriel	

Cette offre est valable pour la France métropolitaine. Pour l'étranger, nous consulter.

JAN18

JE COMMANDE

Nombre

Prix unitaire 49€

Port par colis 10€

Total €

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de CTC à envoyer à *Témoignage chrétien/VPC*, 28, rue Raymond Losserand – 75014 Paris.

Fondé en 1941 dans la clandestinité par Pierre Chaillat (s.j.), *Témoignage chrétien* est édité par Les Cahiers du Témoignage chrétien, 28, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. 01 77 32 72 78; redac@temoignagechretien.fr. Courriels: initialduprenom.nom@temoignagechretien.fr Directrice de la publication et de la rédaction: Christine Pedotti. Rédactrice en chef adjointe: Sophie Bajos de Hérédia. Secrétaire de rédaction: Pascal Tilche. Réalisation: La Vie du Rail. Ont collaboré à ce numéro: Florence Blondon, Anthony Favier, Guillaume de Morant, François Quenin, Jean-Marc Salvanès, Guillaume de Stexhe. Diffusion, abonnements: SER - *Témoignage chrétien* - 14, rue d'Assas - 75006 Paris - 01 44 39 48 04. Vente au numéro/VPC: contacttc@temoignagechretien.fr. Conception graphique: Françoise Perchenet. Imprimerie: Imprimerie de Champagne, Langres (France). N°ISSN: 0244-1462. N°CPPAP: 1019 C 82904.

Lactalis : secret, mutisme et désastre

Heureusement, aucun décès n'est à déplorer. Mais l'affaire Lactalis est emblématique des ravages que peut causer le culte du secret.

Alors qu'Anne Lauvergeon venait de prendre la présidence d'Areva, la question du retraitement du combustible nucléaire devint, à juste titre, l'objet de toutes les inquiétudes et de tous les soupçons. La nouvelle présidente avait aussitôt décidé d'installer des caméras en ligne à tous les points critiques de l'usine de La Hague. Ces caméras diffusaient les images en continu et celles-ci étaient accessibles au public. Tout un chacun, en allant sur le site Internet dédié, pouvait constater *de visu* ce qui se passait au cœur de la centrale. La polémique cessa immédiatement.

Plus récemment, la même question s'est posée pour les abattoirs : faut-il y installer des caméras pour s'assurer du traitement « humain » du bétail ? C'est en tout cas ce qu'a décidé l'Assemblée nationale le 12 janvier.

Alors que l'on connaît l'inquiétude croissante de nos concitoyens pour la qualité de leur alimentation, l'explosion des produits bio, la passion des médias pour les scandales alimentaires, comment est-il possible qu'un groupe de la taille de Lactalis puisse penser passer à travers les gouttes d'une affaire comme celle-là en disant benoîtement qu'elle respecte toutes les procédures qualité ? À quel niveau d'autisme faut-il être parvenu ? De quelle inintelligence sociétale, de quelle incompréhension entre l'entreprise et son environnement faut-il témoigner pour penser que le temps fera gentiment son office ?

Parce que, si vous respectez toutes les procédures, c'est encore plus grave...

Le public dans un tel cas ne demande pas un savoir d'expert, il demande un engagement dirigeant. Et il a fallu attendre des semaines pour l'avoir.

Voilà une entreprise qui, par son mutisme et par son mépris (involontaire ?) des médias, réussit à transformer un accident de parcours (aucun système n'est infaillible et les conséquences sanitaires seront maîtrisées) en désastre. C'est tellement énorme qu'il faut aller chercher au-delà du rationnel pour comprendre cette bétise.

Lactalis est, semble-t-il, une société hermétiquement fermée qui ne rend de comptes qu'à ses actionnaires familiaux, ne publie aucune donnée, fuit les occasions de s'exprimer, de se confronter avec ses parties prenantes et de vivre avec son siècle.

Les sociétés secrètes mettent la réalité à distance et cela finit toujours mal. L'affaire Servier en est une autre illustration.

On s'étonne d'ailleurs que des sociétés de cette taille puissent se libérer du devoir de transparence sur leurs activités en payant une modeste amende.

La cotation des entreprises présente de nombreux inconvénients mais elle a un immense avantage : elle oblige à une certaine transparence. La réflexion à venir sur l'objet social de l'entreprise pourrait utilement mettre bon ordre à des dérapages comme celui auquel nous assistons actuellement.

JEAN-MARC SALVANÈS

BIBLE

« Ce n'est pas moi, c'est lui », dit effrontément l'enfant coupable d'une bêtise. « Réfléchis bien », dit l'adulte auprès de lui, « afin que tu puisses enfin découvrir un peu la vérité et non pas ta vérité. »

Évangile de Marc 1, 21-28

Ils pénètrent dans Capharnaüm. Et dès le jour du sabbat, entré dans la synagogue, Jésus enseignait. Ils étaient frappés de son enseignement, car il les enseignait en homme qui a autorité et non pas comme les scribes. Justement il y avait dans leur synagogue un homme possédé d'un esprit impur ; il s'écria : « Que nous veux-tu, Jésus de Nazareth ? Tu es venu pour nous perdre. Je sais qui tu es : le Saint de Dieu. » Jésus lui commanda sévèrement : « Tais-toi et sors de cet homme. » L'esprit impur le secoua avec violence et il sortit de lui en poussant un grand cri. Ils furent tous tellement saisis qu'ils se demandaient les uns aux autres : « Qu'est-ce que cela ? Voilà un enseignement nouveau, plein d'autorité ! Il commande même aux esprits impurs et ils lui obéissent ! » Et sa renommée se répandit aussitôt partout, dans toute la région de Galilée.

Au dehors ou du dedans ?

Ce premier miracle de Jésus dans l'Évangile de Marc est là pour orienter notre lecture de tout ce petit livre. Ici, Jésus se présente à nous, il est en mouvement, il rentre dans la ville, puis il rentre dans la synagogue. Jésus se place au cœur de la ville, à la vue de tous. Il montre son autorité par son enseignement, et « justement », il y a là un homme, lui aussi au centre, qui va permettre à Jésus de démontrer la puissance de son autorité.

Les gens d'alors attendaient tous et depuis longtemps un messie, un sauveur qui les délivrerait des puissances extérieures, des Romains qui les opprimaient. Et Jésus va bien effectuer un acte de délivrance. Mais il va libérer l'homme non d'un

mal qui lui serait externe, mais d'une puissance qui est en lui, d'un esprit impur qui prospère en lui, comme un parasite. Sa trajectoire, qui le conduit de l'extérieur à l'intérieur de la ville, anticipe ce miracle. Normalement on ne peut rentrer dans la synagogue lorsque l'on est impur, l'impureté reste à l'extérieur, comme si le mal ne pouvait venir que de l'extérieur. C'est ce que nous croyons bien trop souvent, tous nos maux viennent des autres, du dehors. Nous cherchons les coupables ailleurs, cela nous évite de nous interroger sur nous, ce qui nous habite. Par cet acte de puissance, Jésus nous rappelle que le mal peut être aussi en nous. Et qu'il a la possibilité de restaurer notre humanité.

Et ce miracle est un exorcisme, c'est-à-dire que Jésus va opérer un acte de distinction, de séparation. L'homme est dans la confusion, on ne sait plus qui parle, l'homme ou l'esprit ? Jésus ordonne à l'esprit impur de sortir de l'humain. Par l'autorité de sa parole, Jésus va permettre le passage d'une situation de chaos à l'harmonie, la création d'un humain, d'un homme nouveau. La parole de Jésus a la force de séparer, d'expulser. L'évangéliste nous l'avait annoncé d'entrée, dès le premier verset : « Commencement de la bonne nouvelle de Jésus-Christ, Fils de Dieu. » La venue de Jésus est « commencement », création nouvelle. Alors, le livre de la Bonne Nouvelle se fermera en l'Apocalypse (21, 5-6) : « Voici que je fais l'univers nouveau. Ces paroles sont certaines et vraies. C'en est fait, me dit-il encore, je suis l'Alpha et l'Oméga, le Principe et la Fin. »

Mais ce qu'il y a de plus étonnant c'est bien que la première confession de foi de l'Évangile – « Je sais qui tu es : le Saint de Dieu » – soit placée dans la bouche d'un démon. Comme pour nous alerter : nous pouvons confesser « droitement » notre foi mais conserver une part démoniaque en nous. Il ne s'agit pas d'apprendre, de dire sa foi, encore faut-il la vivre. Nous pouvons reconnaître le Christ, mais au lieu de le craindre, comme les démons, nous sommes invités à l'accueillir, à lui faire place dans nos existences, autrement dit à remplacer nos pulsions mortifères par la présence vivifiante du Christ en nous.

FLORENCE BLONDON